



Strasbourg, le 22 mars 2019

T-PD-BUR(2019)47RAP

**BUREAU DU COMITÉ CONSULTATIF DE LA CONVENTION POUR LA PROTECTION
DES PERSONNES À L'ÉGARD DU TRAITEMENT AUTOMATISÉ DES DONNÉES
À CARACTÈRE PERSONNEL**

(Convention 108)

47^{ème} réunion du Bureau

Paris, 20-22 mars 2019

RAPPORT ABRÉGÉ

Direction générale Droits de l'homme et État de droit

1. Le Bureau du Comité consultatif de la Convention pour la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel (« Convention 108 ») a tenu sa 47^e réunion du 20 au 22 mars 2019 à Paris, sous la présidence de M^{me} Alessandra Pierucci (Italie). L'ordre du jour, tel qu'adopté par le Bureau, et la liste des participants figurent aux annexes 1 et 2.

2. Le Bureau du Comité de la Convention 108 :

2.1 a pris note des informations communiquées par le Secrétariat, concernant notamment :

- les candidats au poste de Secrétaire Général et le calendrier applicable ;
- la situation budgétaire actuelle de l'Organisation et la proposition de plan de contingence présentée par le Secrétaire Général ;
- l'adoption par le Comité des Ministres, le 13 février, d'une Déclaration sur les capacités de manipulation des processus algorithmiques et les conclusions de la Conférence de haut niveau sur le thème « Maîtriser les règles du jeu – l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur les droits de l'homme, la démocratie et l'État de droit », co-organisée par la Présidence finlandaise du Comité des Ministres, les 26 et 27 février 2019 à Helsinki ;

2.2. a pris note des informations fournies par le Secrétariat sur l'état des adhésions à la Convention 108 et en particulier de l'adhésion de l'Argentine en tant que 54^e Partie (qui prendra effet le 1^{er} juin 2019) et de la signature de la Convention 108+ (Protocole d'amendement – STCE n° 223) par la Croatie le 22 mars 2019, par l'Italie le 5 mars 2019 et par Chypre et la Hongrie le 9 janvier, portant le nombre de signatures à 27. Le 13 mars 2019, le Parlement européen a approuvé le projet de décision du Conseil autorisant les États membres de l'UE à ratifier le Protocole d'amendement ;

2.3 a pris note de la présentation de M^{me} Cécile de Terwangne sur le mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+, s'appuyant sur des documents de travail révisés, et a tenu un échange de vues avec l'expert ; des observations écrites sur les projets pourront être transmises jusqu'au 26 avril en vue de finaliser ces projets pour la 38^e réunion plénière du comité ;

2.4 a pris note des présentations de M. Frédéric Wickert et de M^{me} Sandra Azria sur les aspects techniques et juridiques de l'utilisation des technologies de reconnaissance faciale ; a tenu un échange de vues sur les problèmes de protection de la vie privée et des données posés par cette forme de traitement des données et a chargé le Secrétariat de l'inscrire dans le projet du prochain programme de travail pour le biennium 2020-2021 qui sera soumis à la 38^e réunion plénière du comité pour adoption ;

2.5 est convenu d'inclure également dans le projet de programme de travail le réexamen de la Recommandation CM/Rec(2010)13 du Comité des Ministres aux États membres sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel dans le cadre du profilage à la lumière des travaux et documents produits par le comité au cours des dix dernières années ;

2.6 a pris note de la présentation de M. Daniel Cooper (par vidéoconférence), a tenu un échange de vues sur les modèles d'échange de données dans le domaine de la lutte contre la manipulation de compétitions sportives et a décidé de poursuivre sa coopération avec le Secrétariat de la Convention de Macolin et le Groupe de Copenhague sur la base d'un rapport d'expert qui sera présenté à la 38^e réunion plénière du comité ;

2.7 a pris note de la présentation de M^{me} Jen Persson sur la protection des données dans le secteur de l'éducation ; a tenu un échange de vues, avec la participation de M^{me} Livia Stoica de la Division des droits des enfants (par vidéoconférence) sur les défis qui se posent en matière de protection des données dans

les systèmes éducatifs et a chargé le Secrétariat d'inclure ce sujet dans le projet de programme de travail du comité pour la période 2020-2021 ;

2.8 a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur les éléments nouveaux relatifs aux négociations menées au sujet du deuxième Protocole additionnel à la Convention de Budapest, en particulier concernant les échanges informels sur les « modèles d'accès direct » ; a tenu un échange de vues avec l'expert, M. Gert Vermeulen, sur la base du rapport intitulé « Conditions d'obtention des informations sur les abonnés concernant les adresses IP dynamiques par rapport aux adresses IP statiques : vue d'ensemble des décisions judiciaires et des développements pertinents » et est convenu qu'il serait plus facile pour le comité d'apporter une contribution substantielle à ces travaux déterminants si le T-CY et le groupe de rédaction traitant des questions de respect de la vie privée faisaient preuve d'une plus grande transparence ;

2.9 a pris note des informations fournies par le Secrétariat sur les questions relatives à l'ICANN, notamment sur la publication du rapport établi par l'équipe du processus accéléré d'élaboration de politiques (EPDP) sur la spécification temporaire relative aux données d'enregistrement des gTLD ;

2.10 a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur la bonne exécution du programme de travail 2018-19, en particulier en ce qui concerne les quatre adhésions enregistrées et la participation de sept nouveaux observateurs au cours de ce biennium ; a tenu un échange de vues sur les sujets qui pourraient être inclus dans le projet de programme de travail du comité pour 2020-2021 et sur les méthodes de travail correspondantes et a décidé d'y ajouter un tour d'horizon du contexte actuel et un examen de la Recommandation CM/Rec(2010)13 du Comité des Ministres aux États membres sur la protection des personnes à l'égard du traitement automatisé des données à caractère personnel, des questions de la reconnaissance faciale et de la protection des données dans le secteur de l'éducation ; a chargé le Secrétariat de diffuser un projet de programme de travail aux participants pour d'éventuels commentaires avant sa soumission lors de la 38^e réunion plénière du comité ;

2.11 a pris note des informations fournies par les observateurs, en particulier par le Comité international de la Croix-Rouge sur la publication fin 2018 d'une étude préparée conjointement avec Privacy International et intitulée « The humanitarian metadata problem: 'Doing no harm' in the digital era », sur la session concernant « la protection des données dans les organisations à risque » organisée lors de la Conférence « Ordinateurs, vie privée et protection des données » (CPDP) 2019, sur la conduite du deuxième module de la session de formation sur le thème « Principes de base des TIC à l'intention des juristes et des décideurs politiques » proposée par l'université de Lausanne et sur le lancement d'une nouvelle série d'activités sur la protection des données dans le cadre des actions humanitaires, qui traiteront de la chaîne de blocs, de l'identité numérique, de l'IA et des machines, de l'aide apportée par la connectivité et de l'utilisation des médias sociaux. Le Bureau a également pris note de la nomination de M. Chawki Gaddes (président de l'Instance nationale tunisienne de protection des données personnelles) en tant que président de l'Association francophone des autorités de protection des données personnelles à partir du 1^{er} février 2019 et du changement de Secrétaire général à la suite de la nomination de M^{me} Marie-Laure Denis au poste de Présidente de la CNIL ; la conférence annuelle de l'AFAPDP se tiendra en septembre à Dakar (Sénégal) ;

2.12 a pris note des informations communiquées par le Secrétariat sur le projet de recommandation sur les données relatives à la santé qui sera soumis au Comité des Ministres pour adoption le 27 mars ;

2.13 a pris note des informations sur la coopération avec d'autres organes du Conseil de l'Europe, en particulier avec la Division des droits des enfants (une conférence se tiendra les 13 et 14 novembre à Paris et sera l'occasion de contribuer à l'élaboration d'un projet de déclaration sur la protection des

enfants dans l'environnement numérique, qui sera soumis au Comité des Ministres en vue du 40^e anniversaire de la Convention relative aux droits de l'enfant) ;

2.14 a pris note des principaux événements aux niveaux national et international dans le domaine de la protection des données, en particulier des manifestations suivantes : « Protection de la vie privée numérique : défis et perspectives (Fès (Maroc), 28 janvier 2019), Conférence CPDP « Protection des données et démocratie » (Bruxelles (Belgique), 30 janvier – 1^{er} février 2019), Conférence « Maîtriser les règles du jeu – l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit » (Helsinki (Finlande), 26-27 février 2019), Congrès mondial de la téléphonie mobile 2019 (MWC Barcelone), Semaine du commerce électronique et troisième session du Groupe intergouvernemental d'experts du commerce électronique et de l'économie numérique (Genève, 1^{er}-5 avril 2019), Conférence de printemps des autorités européennes de protection des données (Tbilissi, 9-10 mai), Sommet mondial sur la vie privée 2019 de l'IAPP (Washington, 1^{er}-3 mai 2019), Atelier sur la protection des données dans les organisations internationales 2019 (Paris, 17-18 juin 2019), EURODIG (La Haye, 19-20 juin 2019), Conférence internationale sur la vie privée en Afrique (24-27 juin 2019), ICDPPC (Tirana, 21-25 octobre 2019) et FGI (Berlin, 28-29 novembre 2019) ;

2.15 a pris note des présentations des lauréates du prix Stefano Rodotà, Ingrida Milkaitė et Eva Lievens, et de Jef Ausloos (mention spéciale du jury) et a tenu un échange de vues avec eux sur leurs travaux de recherche ;

2.16 a approuvé le projet d'ordre du jour de la 38^e réunion plénière du comité ;

2.17 a pris note de la compilation des réponses au questionnaire sur la gouvernance des autorités chargées de la protection des données ;

2.18 a pris note des informations fournies par le Secrétariat sur les projets de coopération et s'est félicité de la bonne dynamique créée dans ce domaine d'activité important ;

2.19 a confirmé les dates des réunions plénières qui se tiendront à Strasbourg les 13 et 14 juin 2019 (précédée par un événement organisé par le Rapporteur spécial des Nations Unies sur le droit à la vie privée, dont le thème sera une consultation sur les données relatives à la santé, les 11 et 12 juin (matin) et suivie d'une conférence internationale sur la Convention 108+ le 12 juin (après-midi)) et du 19 au 21 novembre 2019 ainsi que des prochaines réunions du Bureau qui auront lieu du 25 au 27 septembre 2019 à Paris et du 11 au 13 décembre 2019 à Strasbourg.

ANNEXE I.

ORDRE DU JOUR

	1. Ouverture de la réunion
T-PD(2018)RAP37Abr	Rapport abrégé de la 37 ^{ème} Réunion plénière (Strasbourg, 20-22 novembre 2018)
T-PD(2018)45RAP	Rapport abrégé de la 46 ^{ème} Réunion du Bureau (Strasbourg, 17-19 décembre 2018)
T-PD(2017)WP2018-2019	Programme de travail du Comité 2018-2019
T-PD(2017)Regl	Règlement intérieur
	2. Adoption de l'ordre du jour
	3. Communication du Secrétariat
	<u>Action requise:</u> Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	4. Modernisation de la Convention 108
	<u>Action requise:</u> Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none">• Texte consolidé de la version modernisée de la Convention 108
	<ul style="list-style-type: none">• Rapport explicatif de la version modernisée de la Convention 108
	<ul style="list-style-type: none">• Protocole d'amendement
	5. Etat des signatures, ratifications et adhésions
	<u>Action requise:</u> Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
	<ul style="list-style-type: none">• Convention 108+: état des signatures et ratifications• Convention 108: état des signatures et ratifications
	6. Mécanisme d'évaluation et de suivi de la Convention 108+
	Expert: Mme Cécile de Terwangne, CRIDS, Namur.
	<u>Action requise:</u> Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues sur le sujet.
T-PD(2018)20rev	Projet de questionnaire sur le mécanisme d'évaluation et de suivi (uniquement en anglais)

T-PD(2018)21	Éléments d'informations sur le mécanisme d'évaluation et de suivi
	7. ICANN
	<u>Action requise:</u> Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.
T-PD(2018)18	<ul style="list-style-type: none"> • Guide des principes en matière de respect de la vie privée et de protection des données aux fins du traitement de données en lien avec l'ICANN • Lettre du Président de l'ICANN à Helen Dixon et Willem Debeuckelaere • Lettre du Comité Européen sur la Protection des Données (CEPD) (05/07/2018) • Lettre du Groupe de travail de l'article 29 - WHOIS (11/04/2018)
	8. L'accès transfrontières aux données par les forces de l'ordre
	<p>Expert: Mr Gert Vermeulen, Professeur Titulaire de droit pénal (européen et international), Directeur, Département de Criminologie, Droit pénal et Droit social, Institut de recherche international sur la politique pénale (IRCP)</p> <p><u>Action requise:</u> Le Bureau prendra note des informations fournies par l'expert et tiendra un échange de vues.</p>
<p>T-CY document de discussion: Conditions d'obtention d'informations d'abonné - adresses IP statiques ou dynamiques (uniquement en anglais)</p> <p>Réponses provisoires du Comité de Convention 108 au Guide de Discussion pour la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais)</p> <p>Messages clés de la Conférence Octopus 2018 (uniquement en anglais)</p> <p>Élaboration d'un 2e Protocole additionnel à la Convention de Budapest sur la cybercriminalité : Consultation des experts en protection des données - Questions à examiner</p>	
	9. Programme de travail et méthodes de travail
	Experts: Frédéric Wickert, Fondateur et CEO, A.I. SENSE, Sanda Azria, avocat, Jen Persson, Directrice, " defenddigitalme "

	<p><u>Action requise</u>: Le Bureau prendra note des présentations des experts sur les thématiques suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none"> - reconnaissance faciale - protection des données et systèmes d'éducation. <p>Le Bureau tiendra un échange de vues sur le prochain programme de travail du Comité pour 2020-2021 et sur les méthodes de travail correspondantes.</p>
	<p>10. Coopération avec d'autres instances du Conseil de l'Europe</p>
	<p><u>Action requise</u>: Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.</p>
	<ul style="list-style-type: none"> • Comité de Bioéthique (DH-BIO) • Macolin Convention Daniel Cooper, Covington & Burling LLP • Comité Directeur sur les Médias et la Société de l'Information (CDMSI) <ul style="list-style-type: none"> ○ MSI-AUT
	<p>11. Vue d'ensemble sur les activités et développements majeurs intervenus dans le domaine de la protection des données</p>
	<p><u>Action requise</u>: Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.</p>
	<p>Compilation des événements sur la célébration de la journée de la protection des données Conférence "Protection of digital privacy: challenges and perspectives" (Fès, Maroc, 28 janvier 2019) Conférence internationale de l'Informatique, de la protection de la vie privée et la protection des données «Protection des données et démocratie» (CPDP 2019, Bruxelles, Belgique, 30 janvier-1 février 2019) "Maîtriser les règles du jeu - l'impact du développement de l'intelligence artificielle sur les droits de l'homme, la démocratie et l'état de droit (Helsinki, Finlande, 26-27 février 2019)</p>
	<p>12. Observateurs</p>
	<p><u>Action requise</u>: Le Bureau prendra note des informations fournies par les observateurs.</p>
T-PD(2018)04Rev3	<p>Observateurs – Etat des lieux et critères d'admission</p>
	<p>13. Données relatives à la santé</p>
	<p><u>Action requise</u>: Le Bureau prendra note des informations fournies par le Secrétariat.</p>
T- PD(2018)06rev2	<p>Projet de Recommandation en matière de protection des données relatives à la santé</p>

T-PD(2018)11Rev3	Projet d'exposé des motifs de la Recommandation sur la protection des données relatives à la santé
	14. Prix Stefano Rodotà
	Invités : Ingrida Milkaite et Eva Lievens, Jef Ausloos <u>Action requise:</u> Le Bureau rencontrera les lauréats du prix, et le titulaire de la mention spéciale du Jury et tiendra un échange de vues avec eux.
	15. Projet d'ordre du jour de la 38^{ème} réunion plénière <u>Action requise:</u> Le Bureau discutera et approuvera le projet d'ordre du jour de la 38 ^{ème} réunion plénière (Strasbourg, 12-14 juin 2019)
	16. Compilation des réponses des autorités de contrôle
T-PD(2018)24	
	17. Programmes de coopération
T-PD(2019)02	Document d'information sur les projets de coopération (En anglais uniquement)
	18. Prochaines réunions
	<u>Action requise:</u> Le Bureau prendra note des dates proposées pour les prochaines réunions.
	<u>Dates des prochaines Réunions du Bureau en 2019:</u> <ul style="list-style-type: none"> • 48^{ème} Réunion du Bureau (Paris, 25-27 septembre 2019) • 49^{ème} Réunion du Bureau (Strasbourg, 11-13 décembre 2019 à confirmer) <u>Dates des Réunions plénières en 2019:</u> <ul style="list-style-type: none"> • 38^{ème} Réunion plénière (Strasbourg, 12-14 juin 2019) • 39^{ème} Réunion plénière (Strasbourg, 19-21 novembre 2019)
T-PD38(2019)OJ (uniquement en anglais)	
	19. Questions diverses

ANNEXE II.

LIST OF PARTICIPANTS / LISTE DES PARTICIPANTS

FRANCE (apologised / excusée)

GEORGIA / GÉORGIE

Tamar Kaldani, (first Vice-Chair / première Vice-présidente), Personal Data Protection Inspector of Georgia

ITALY / ITALIE

Pierucci Alessandra, (Chair / Présidente), Service for EU and international matters, Data Protection Authority

LUXEMBOURG

Gérard Lommel (second vice-chair / deuxième Vice-président), Commissaire du gouvernement à la protection des données, Ministère d'État

PORTUGAL

João Pedro Cabral, Legal Adviser, Directorate General of Justice Policy, Ministry of Justice

SERBIA / SERBIE

Nevena Ružić, Assistant to the Secretary General, Commissioner for Information of Public Importance and Personal Data Protection

SENEGAL / SÉNÉGAL

Awa Ndiaye, Présidente, Commission de Protection des données personnelle (CDP)

SWITZERLAND / SUISSE

Jean-Philippe Walter, Council of Europe Data Protection Commissioner / Commissaire à la protection des données du Conseil de l'Europe

MEMBERS OF THE COMMITTEE / MEMBRES DU COMITE

GERMANY / ALLEMAGNE

Stefan Niederer, Federal Commissioner for Data Protection and Freedom of Information, Unit 14, European and International Affairs

LITHUANIA / LITUANIE

Danguolė Morkūnienė, Deputy Director, State Data Protection Inspectorate

LUXEMBOURG

Tatiana Isnard, Juriste, Protection des données, Ministère d'État, Service des médias et des communications

MEXICO / MEXIQUE

Marisol Camacho, Division des Affaires multilatérales, Ambassade du Mexique en France

José de Jesús Cisneros Chávez, Chargé des Affaires politiques, Ambassade du Mexique en France

Eva Vilchis Flores, analyste de l'Ambassade du Mexique

MONTENEGRO / MONTÉNÉGRO

Radenko Lacmanović, member of the Council, Agency for Personal Data Protection and Free Access to Information

Mirjana Volkov, Agency for Personal Data Protection and Free Access to Information

POLAND / POLOGNE

Urszula Góral, Director, International Cooperation and Education Department, Personal Data Protection Office

REPUBLIC OF MOLDOVA / RÉPUBLIQUE DE MOLDOVA

Eduard Raducan, Director, National Center for Personal Data Protection

SLOVAK REPUBLIC / RÉPUBLIQUE SLOVAQUE

Petra Lasova, Department of Legal Services, Office for Personal Data Protection

SPAIN / ESPAGNE

Pablo Manuel Mateos Gascueña, Head of service, International Department, Data Protection Agency

UNITED KINGDOM / ROYAUME-UNI

Blandine Cassou-Mounat, Senior Policy Officer, International Engagement, Information Commissioner's Office

Eve Fensome, International Data Protection and Free Flows Policy Adviser, Department for Digital, Culture, Media & Sport, (DCMS)

OBSERVERS / OBSERVATEURS

EUROPEAN ASSOCIATION FOR THE DEFENSE OF HUMAN RIGHTS / ASSOCIATION EUROPÉENNE POUR LA DÉFENSE DES DROITS DE L'HOMME (AEDH)

Maryse Artiguelong, Déléguée (AEDH)

EUROPEAN DATA PROTECTION SUPERVISOR (EDPS) / LE CONTRÔLEUR EUROPÉEN DE LA PROTECTION DES DONNÉES (CEPD)

Claire-Agnès Marnier, Legal Officer, European Data Protection Supervisor (EDPS)

FRENCH-SPEAKING ASSOCIATION OF PERSONAL DATA PROTECTION AUTHORITIES / ASSOCIATION FRANCOPHONE DES AUTORITÉS DE PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES (AFAPDP)

Marine Revel, Chargée de mission (AFAPDP)

INTERNATIONAL COMMITTEE OF THE RED CROSS / COMITÉ INTERNATIONAL DE LA CROIX-ROUGE (ICRC)

Massimo Marelli, Lawyer/Head of Data Protection Project, Communication & Information Management Department,

INTERNATIONAL CONFERENCE OF DATA PROTECTION AND PRIVACY COMMISSIONERS / CONFÉRENCE INTERNATIONALE DES COMMISSAIRES A LA PROTECTION DES DONNÉES ET DE LA VIE PRIVÉE

Nana Botchorichvili, Juriste, Service des Affaires européennes et internationales (CNIL)

MOROCCO / MAROC

Omar Seghrouchni, Président, Commission nationale de contrôle de la protection des données à caractère personnel (CNDP)

Rachid Haddouchane, Directeur des Systèmes d'information de la CNDP

EXPERTS

Sandra Azria, Avocat à la Cour, Azria Avocats

Daniel Cooper, Covington & Burling LLP

Cécile de Terwangne, Professor Law Faculty, Namur University (FUNDP), CRIDS Research Director

Jen Persson, Director, defenddigitalme

Gert Vermeulen, Full Professor of (European and international) criminal law and director of the Institute for International Research on Criminal Policy (IRCP)

Frédéric Wickert, Founder & CEO of A.I. SENSE

INVITED GUESTS / INVITÉS

Jef Ausloos, postdoctoral researcher at the Institute for Information Law (IViR, University of Amsterdam and an affiliated researcher at the Centre for IT & IP law at KU Leuven

Eva Lievens, Assistant Professor at the Faculty of Law and Criminology at Ghent University

Ingrida Milkaite, PhD researcher in the research group Law & Technology at Ghent University

COUNCIL OF EUROPE SECRETARIAT / SECRÉTARIAT DU CONSEIL DE L'EUROPE

**Directorate General Human Rights and Rule of Law /
Direction générale Droits de l'Homme et État de droit (DG I.)**

Information Society Department / Service de la société de l'information

Data Protection Unit / Unité de la protection des données

Sophie Kwasny, Secretary of the Committee / Secrétaire du Comité

Péter Kimpiàn, Programme Advisor / Conseiller de programme

INTERPRETERS / INTERPRÈTES

Shan Benson (Chef d'équipe)

Ina Kang

Vincent Delouzillière